



CDEN du 22 février 2022

Déclaration préalable de la FNEC FP FO

Monsieur le Préfet,
Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Lors du dernier CDEN, nous alertions une nouvelle fois sur la dégradation du dialogue social. Cela n'apparaît nullement dans le compte rendu qui sera soumis à notre approbation tout à l'heure, et il nous semble important de le rappeler. Le compte rendu stipule simplement que « *Monsieur le Dasen apporte quelques éléments en réponse aux déclarations préalables.* »

Depuis, une grève historique a eu lieu dans les écoles, et celle-ci a été particulièrement suivie en Moselle. Les choses ont évolué depuis les annonces du Ministre suite à la grève du 13 janvier, et nous ne pouvons que nous en féliciter.

Même s'il a fallu passer par les médias pour en arriver là, le recrutement de la totalité des candidats des listes complémentaires est en train de se finaliser, alors qu'on nous accusait en début d'année scolaire de donner de faux espoirs à ces candidats. C'est le signe que nos revendications sont légitimes et cela nous encourage à continuer de les porter sans relâche jusqu'à satisfaction. A ce sujet, nous remercions les services du rectorat et de la DSDEN pour leur travail afin de permettre que ce recrutement puisse se faire dans les meilleures conditions.

Le CDEN de ce jour a pour objet la carte scolaire du premier degré pour la rentrée prochaine. Pour mettre tout de suite fin à un suspense insoutenable, nous vous informons que nous prendrons nos responsabilités en votant contre le projet qui sera présenté, comme nous l'avons fait au dernier CTSD. Ce n'est pas un vote contre par obsession, mais il résulte d'une réflexion fondée sur l'analyse d'éléments concrets.

La crise sanitaire que nous traversons a mis en évidence le manque de personnels dans les écoles. Rappelons par exemple qu'au 3 février dernier, 330 classes étaient fermées en Moselle et que d'après M. le Recteur, les deux tiers de ces classes étaient fermées car elles n'avaient pas d'enseignant. Alors même si la démographie baisse et que le taux d'encadrement s'améliore, nous avons tous constaté que cela ne peut suffire ! Dans le contexte actuel, chaque fermeture de classe est une fermeture de trop !

Le ministre Blanquer a annoncé 1965 équivalents temps pleins (ETP) de moyens d'enseignements supplémentaires dans le premier degré alors qu'il en récupère 2025 sur le dos des professeurs des écoles stagiaires, par le biais de la réforme de la formation initiale des enseignants.

Lors du dernier CTSD, ce sont 84 fermetures de classes qui ont été actées, contre seulement 38 ouvertures. La dotation de 9 postes ne suffit pas à compenser les annonces ministérielles comme l'augmentation des décharges de direction. Une fois de plus, tout se fait à moyens constants,

L'éducation nationale est devenue une entreprise comme une autre qui doit être rentable avec toujours moins de moyens. Nous sommes tous conscients que lorsqu'on refuse d'investir dans un domaine, celui-ci devient inefficace, maltraitant et voué à décliner. Dire que l'éducation coûte trop cher, c'est prendre le parti de réduire l'avenir à un monde sans liberté. C'est un choix que nous ne partageons nullement.